

# LE MOUVEMENT SYNDICAL SOUS HUGO CHÁVEZ : QUELLE AUTONOMIE POUR LES TRAVAILLEURS ?

THOMAS POSADO \*

*Le mouvement syndical vénézuélien fut, durant plusieurs décennies, dirigé par le parti dominant, social-démocrate. Dès le début des années 1990, la CTV, centrale syndicale majoritaire, souffre du soutien apporté aux réformes du gouvernement inspirées par le néolibéralisme. La direction de la CTV s'oppose à Hugo Chávez dès son accession au pouvoir et participe aux tentatives de coups d'État. Les partisans de Chávez créent une centrale syndicale alternative, l'UNT, qui devient rapidement majoritaire. Une lutte entre les tendances du mouvement chaviste commence: d'une part, une fraction soutenant inconditionnellement le gouvernement et d'autre part, les éléments les plus radicaux du mouvement ouvrier défendant l'autonomie syndicale. Le gouvernement justifie par la nécessité révolutionnaire l'absence d'élections syndicales et les choix arbitraires d'interlocuteurs syndicaux.*

**D**epuis 1999, Hugo Chávez dirige le Venezuela. Il a été le premier dirigeant du «virage à gauche» que connaît l'Amérique latine et en incarne la fraction la plus polémique et la plus vindicative. Depuis le 30 janvier 2005, le président vénézuélien affirme poursuivre l'objectif de construire une société socialiste. Quel rapport entretient-il avec la classe sensée incarner les aspirations socialistes, c'est-à-dire les travailleurs ? La relation du gouvernement d'Hugo Chávez avec les travailleurs et leurs organisations est plus complexe qu'une vision superficielle pourrait le laisser présager. Durant la première phase, l'enjeu principal résidait dans la lutte contre la direction de la centrale syndicale liée au parti social-démocrate qui dominait la vie politique avant Chávez, *Acción Democrática*. Depuis l'échec de la phase insurrectionnelle de l'opposition, la contradiction principale s'est

---

\* DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES

déplacée au sein de la coalition chaviste entre partisans d'une « courroie de transmission » du gouvernement et militants d'une indépendance syndicale à l'égard du gouvernement.

### **La lutte contre le carcan *adeco***

En 1999, la CTV <sup>1</sup> constitue la centrale syndicale hégémonique depuis plusieurs décennies. Ses origines sont liées aux grèves victorieuses contre les compagnies pétrolières, impulsées en 1936 par de nombreux dirigeants communistes. En 1946, lors de l'éphémère rétablissement de la démocratie, la CTV rassemble les syndicats existants en les unissant sur une ligne centrale commune. Interdite durant la dictature de Marcos Pérez Jiménez de 1952 à 1958, la CTV devient l'organe de combat contre la dictature en préparant des grèves dures qui contribuent au rétablissement de la démocratie. Le syndicalisme est déjà étroitement lié aux partis politiques. Historiquement liée à AD, la CTV devient sa « courroie de transmission » syndicale, dès 1959, lors de l'installation de ce dernier au pouvoir. Des centrales syndicales alternatives sont créées : la CUTV <sup>2</sup> promue par le PCV <sup>3</sup> ou la CODESA <sup>4</sup> soutenue par le parti démocrate-chrétien, le COPEI <sup>5</sup>, en vain. La CTV, auréolé du prestige de la lutte pour le renversement de la dictature, devient une institution politiquement puissante et influente, l'organisation traditionnelle de la classe ouvrière vénézuélienne.

Au gré des années, ce prestige s'étiole. Les pratiques deviennent de plus en plus autoritaires. En 1979, Andrés Velásquez, futur dirigeant du parti politique LCR <sup>6</sup>, réussit à gagner, avec la liste « El Matancero », la direction de la SUTISS, le syndicat de l'usine SIDOR contre la direction liée à AD. La

<sup>1</sup> Confederación de Trabajadores de Venezuela, Confédération des Travailleurs du Venezuela.

<sup>2</sup> Central Unitaria de Trabajadores de Venezuela, Centrale Unitaire des Travailleurs du Venezuela.

<sup>3</sup> Partido Comunista de Venezuela, Parti Communiste du Venezuela.

<sup>4</sup> Confederación DE Sindicatos Atónomos, Confédération DES Syndicats Autonomes.

<sup>5</sup> Comité de Organización Política Electoral Independiente, Comité d'Organisation Politique Électorale Indépendante, parti démocrate-chrétien, puissant de 1958 à 1998, aujourd'hui dans l'opposition.

<sup>6</sup> La Causa Radical, La Cause Radicale, parti politique issu du PCV en 1971 avec une forte implantation ouvrière.

direction de la CTV obtient son licenciement de l'entreprise. Dès le début des années 90, la CTV souffre du soutien apporté aux gouvernements impulsant des réformes inspirées par le néo-libéralisme, dégradant les conditions de vie des classes populaires. Le taux de syndicalisation passe de 26,4% en 1988 à 13,5% en 1995.

Les premières escarmouches d'une longue bataille surgissent. Durant la campagne présidentielle de 1998, Hugo Chávez qualifie la centrale syndicale de « mafia syndicale qu'il faut détruire ». La CTV apparaît alors comme le versant syndical du pacte de Punto Fijo. Celui-ci définit le cadre du régime politique vénézuélien de 1958 à 1998 soutenu par les principales forces politiques à l'exclusion du Parti Communiste. Les différents partis s'engagent à former un gouvernement de coalition dont le programme serait rédigé antérieurement et accepté par les différentes parties. Dès octobre 1999, les cadres de PDVSA <sup>7</sup> en lien avec la direction de la CTV font quatre jours de grève au sujet des conventions collectives, sans succès. L'Assemblée constituante discute des moyens de mettre le syndicalisme sous contrôle, par exemple de la confiscation des biens de la CTV ou même de sa dissolution. La bataille semble imminente.

Le gouvernement provoque un référendum consultatif sur la rénovation totale des directions des centrales syndicales, confédérations et fédérations syndicales du pays. La CTV explique qu'il s'agit d'une violation du droit constitutionnel à la libre association et d'une entrave inacceptable au bon fonctionnement de la démocratie syndicale. L'argument ne manquerait pas de légitimité s'il n'était prononcé par des personnes qui ont bafoué ladite démocratie syndicale pendant des décennies. L'OIT <sup>8</sup> condamne ce référendum, l'État n'ayant pas à déterminer le fonctionnement interne d'un syndicat. Le 3 décembre 2000, avec une faible participation de 23,84%, le Oui à la rénovation des directions syndicales obtient 62,02% des suffrages exprimés. Le référendum provoque la démission de la direction de la CTV et l'élection d'une nouvelle direction. Deux coalitions s'organisent pour le poste de président : Carlos Ortega, député AD, président sortant, pour le Frente Unico de Trabajadores soutenu par les opposants à Chávez face à

---

<sup>7</sup> Petróleos De Venezuela Sociedad Anónima, Pétroles du Venezuela Société Anonyme, la grande société pétrolière du pays, première entreprise vénézuélienne.

<sup>8</sup> Organisation Internationale du Travail.

Aristóbulo Istúriz pour la Fuerza Bolivariana de Trabajadores soutenu par les partisans du locataire du palais présidentiel. Le 25 octobre 2001, Carlos Ortega l'emporte avec 57 % des suffrages exprimés contre seulement 16 % pour son adversaire. Malgré la surveillance du CNE <sup>9</sup>, ces élections sont entachées de fraudes et la faible participation (50 %) ne confère pas une véritable légitimité à la direction.

## La bataille de PDVSA

En novembre 2000, l'Assemblée nationale autorise le gouvernement à légiférer par décrets-lois pendant un an. En novembre 2001, Hugo Chávez annonce 49 décrets-lois à la télévision depuis le palais de Miraflores. Dans cet ensemble, il n'y a guère que trois textes qui suscitent l'attention. La loi sur la pêche protège les petits pêcheurs et oblige les chalutiers à aller pêcher plus loin des côtes. La loi sur la réforme agraire, qui a toujours été un thème conflictuel en Amérique latine, sans apporter de changement spectaculaire, devient un symbole. La loi la plus importante, celle sur les hydrocarbures, prévoit une augmentation des royalties du pétrole, de 16 à 30 %, et renforce le contrôle de l'État sur PDVSA. La tendance à l'autonomisation de l'entreprise impulsée durant les années 90 dont la privatisation semblait le probable aboutissement est rompue par la nouvelle loi. La politique dite d'Ouverture Pétrolière de Rafael Caldera, le précédent président vénézuélien, était l'archétype de ces réformes.

La direction de la CTV s'associe à la fédération des chefs d'entreprise, Fedecámaras, dans la contestation. Ils organisent conjointement une première journée de grève générale, le 10 décembre 2001, puis signent, en février 2002, les *Bases pour un accord démocratique*, projetant non seulement l'abrogation des 49 décrets-lois mais aussi le renversement d'Hugo Chávez. Carlos Ortega collabore à la stratégie insurrectionnelle de l'opposition. Une nouvelle grève générale est organisée le 9 avril 2002, toujours en collaboration avec Fedecámaras, reconduite durant deux jours. Dans la matinée du jeudi 11 avril 2002, une manifestation est prévue de Parque del Este, dans l'est de Caracas, jusqu'au siège de PDVSA, à Chuao également dans l'Est de la ville. La manifestation parcourt le trajet prévu. Mais, en arrivant devant

---

<sup>9</sup> Consejo Nacional Electoral, Conseil National Électoral, organe étatique chargé de l'organisation des procédures électorales.

l'immeuble de PDVSA, Carlos Ortega harangue les manifestants à poursuivre la marche jusqu'à Miraflores pour « expulser l'homme qui a trahi le peuple vénézuélien ». Un coup d'État militaire se superpose à ce détournement de manifestation. Le président de Fedecámaras, Pedro Carmona, devient le président vénézuélien. La Constitution est abolie, les maires et gouverneurs élus destitués, l'Assemblée nationale dissoute, les ministres qui n'ont pu se soustraire à la répression arrêtés. Chávez est ramené au pouvoir en 48 heures grâce à la réaction de secteurs des classes populaires et de fractions de l'armée. Sans cette mobilisation, un pouvoir autoritaire aurait sans doute vu le jour <sup>10</sup>.

La direction de la CTV sort de cet épisode convaincu de la justesse de ses vues. Alors qu'il est aujourd'hui prouvé que les États-Unis et l'ensemble des principaux médias avaient prémédité ce coup d'État, le président de la CTV soutient :

« Le 11 avril, la société civile, décidée à défendre les droits de la démocratie, se concentre sur la place Chuao et décide de marcher 11 kilomètres vers Miraflores. Pacifiquement, le peuple arrive aux alentours quand des francs-tireurs dispersent la foule avec des tirs dans un massacre sans précédent dans l'histoire démocratique vénézuélienne. Une manifestation pacifique, de masse, comme on n'en avait jamais vu dans l'histoire vénézuélienne, qui fut violemment réprimée par les bandes assassines du régime actuel, a causé l'indignation au sein de la population vénézuélienne et au niveau international. » <sup>11</sup>

L'affrontement se poursuit. Le contrôle de l'entreprise pétrolière reste l'enjeu central de la période. La CTV et Fedecámaras poursuivent leur collaboration. Le 1<sup>er</sup> mai 2002, Carlos Ortega profite de la journée des travailleurs pour tenter de mobiliser contre Chávez :

« Le Venezuela est en ce moment pratiquement en faillite et nous allons vivre un chaos économique dans les mois à venir, sans confiance interne, ni externe, avec un haut degré d'incertitude dans les organismes multilatéraux pour la demande de crédits. Pendant que la pauvreté croît énormément, le taux de chômage, selon le pronostic de Fedecámaras, est de 22%. » <sup>12</sup>

---

<sup>10</sup> Ces journées sont relatées de façon détaillée dans l'ouvrage de Maurice Lemoine, *Chávez présidente!*, 2005, Paris, Flammarion, 862 p.

<sup>11</sup> Mary Ferrero, *Chávez y el movimiento sindical en Venezuela*, Caracas, Ed. Alfadil, 2002, p. 48.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 51.

La direction de la CTV et Fedecámaras organisent alors, à partir du 9 décembre 2002, une grève générale illimitée pour obtenir la démission d'Hugo Chávez. Le mot « grève » est d'ailleurs inapproprié. Ce mouvement est plus complexe. La cessation du travail n'est pas volontaire, mais forcée par les chefs d'entreprise et le salaire n'est pas supprimé mais promis par l'entrepreneur en échange du non-travail pour que Chávez démissionne. Les seuls grévistes sont les employés administratifs et cadres de PDVSA qui décident, eux, volontairement de cesser le travail et qui ne seront pas payés pour leurs jours de grève. Cette mobilisation est une combinaison entre une forme de lock-out dans le secteur privé, une grève des employés administratifs de PDVSA et le sabotage de l'industrie pétrolière. Dans la plupart des cas, les travailleurs résistent à la grève. Les ouvriers métallurgistes de SIDOR sont menacés de mort par les directeurs. Malgré cela, ils se mobilisent pour reprendre le travail en désaccord avec l'action politique menée par leur patron. Hugo Chávez, en personne, envoie les forces de l'ordre pour qu'ils puissent reprendre le travail<sup>13</sup>. Ce sont les travailleurs qui rouvrent les usines et redémarrent les machines. L'industrie pétrolière est relancée. Un jeune ouvrier de 19 ans témoigne : « Nous sommes plus fiers que jamais. Maintenant, nous avons montré à nos chefs que nous pouvons faire fonctionner cette usine sans eux. »<sup>14</sup>

Les efforts de l'opposition s'évertuent à créer le chaos dans l'industrie pétrolière. Non seulement la partie commerciale, industrielle et administrative de PDVSA est bloquée comme en avril, mais aussi une bonne partie de la direction opérationnelle et de la marine marchande de PDVSA. Ceux-ci réussissent en peu de jours à paralyser les activités opératives de la compagnie et pratiquement la totalité de la flotte des tankers de PDV Marina. Le slogan de l'opposition « Navidad sin Chávez », « Noël sans Chávez », se développe. L'objectif devient une mobilisation suffisante pour que Chávez renonce ou organise des élections anticipées. La compagnie pétrolière se trouve paralysée. Le conflit s'étend à d'autres secteurs de l'économie. La plupart des centres commerciaux ferment leurs portes pendant deux mois. Des supermarchés et des banques travaillent à mi-temps. Les collèges privés et une partie des collèges publics arrêtent leurs

---

<sup>13</sup> Luis Bilbao, Hugo Chávez, *Chávez et la révolution bolivarienne, entretiens avec Luis Bilbao*, Pantin, Éd. Le temps des cerises, 2005, pp. 159-161.

<sup>14</sup> *The New York Times*, 29 décembre 2002.

activités. Le reste du pays fonctionne plus ou moins normalement, mais une grave pénurie touche le secteur alimentaire et l'essence. Les fêtes de fin d'année sont abolies comme symbole du sacrifice nécessaire pour atteindre la « victoire finale ». L'opposition « fait crier de douleur l'économie » comme le disait Henry Kissinger à propos du Chili de Salvador Allende. La mobilisation dure jusqu'à Noël en s'enlisant petit à petit. Le gouvernement reprend le contrôle de PDVSA, réactive les différentes opérations et approfondit le processus de restructuration. Sans jamais avoir été déclaré fini, le mouvement s'épuise. Après deux mois de cessation d'activité, plus de 18 000 salariés de PDVSA sont licenciés soit 40% du personnel et 80% des cadres. Les conséquences du lock-out sur l'économie vénézuélienne sont désastreuses : le chômage augmente de 15,4 à 20,3% en quatre mois. Le PIB chute de 27% au premier semestre 2003. Le coût de la mobilisation insurrectionnelle est estimé à 10 milliards de dollars. Après une telle épreuve, la cohabitation entre partisans et opposants au président de la République n'est plus possible au sein de la centrale syndicale.

### **La scission CTV/UNT**

Construire une centrale syndicale alternative ou renverser la direction *adeca* de l'intérieur ? Le débat divise les syndicalistes chavistes dès 1999. Les plus proches soutiens d'Hugo Chávez militent dès le début pour la première solution et créent la FBT<sup>15</sup> tandis que des militants plus indépendants souhaitent la seconde solution. Après la grève prolongée de décembre 2002-janvier 2003, le dilemme est tranché. En moins d'un an, la direction de la CTV s'est conduite deux fois comme un allié fiable des plans insurrectionnels de Fedecámaras.

Une centrale syndicale alternative est fondée le 5 avril 2003. Elle surgit comme un syndicat créé par en haut, mais comble une telle attente qu'elle suscite un flux d'adhésions créant de fait de nouvelles directions syndicales. La recomposition syndicale est effective. La structure créée ex nihilo compte fin 2005 1 200 000 adhérents soit le même chiffre que la CTV en 2001. Cette dernière ne se remet pas de la scission et tombe à 200 000 personnes. En moins d'un an, selon le ministère du Travail, 76,5% des accords d'entreprise sont signés par cette nouvelle centrale et 20,2% par la CTV. Même si la CTV persiste à un niveau marginal, la

---

<sup>15</sup> Fuerza Bolivariana de Trabajadores, Force Bolivarienne des Travailleurs.

nouvelle centrale devient majoritaire en contrôlant la fédération des travailleurs du secteur public, la majorité des confédérations syndicales du secteur pétrolier, la pétrochimie, le caoutchouc, l'automobile, l'électricité...

Dès sa fondation, ce syndicat est un hybride entre la courroie de transmission du gouvernement et l'organisation de la partie la plus radicale du mouvement ouvrier. Le choix du nom reflète ce difficile consensus. La proposition initiale était Union Bolivarienne des Travailleurs pour mieux marquer l'attachement au chef de l'État. Devant l'opposition des militants ouvriers les plus indépendants, la centrale syndicale s'appelle finalement Unión Nacional de Trabajadores, Union Nationale des Travailleurs (UNT). La thématique de l'indépendance vis-à-vis du gouvernement est objet de polémique dès la création de la centrale syndicale; les germes des futures luttes internes préexistent à sa fondation. Les locaux de l'UNT sont fournis par le ministre du Travail qui s'exprime au congrès de l'UNT pour expliquer que le moment est décisif dans la lutte contre la CTV. La création de l'UNT vient de deux secteurs distincts aux intérêts, à terme, divergents: le gouvernement et la fraction la plus radicale du mouvement ouvrier. Le rejet de la CTV et le soutien au processus politique unifie autour d'une nouvelle organisation, mais ne constitue pas en soi une alternative syndicale. Lorsque l'UNT est fondé, elle rassemble d'emblée des personnes aux parcours très différents.

En mai 2003, Chávez nomme l'un des représentants les plus radicaux de l'UNT, Orlando Chirino, comme représentant du Venezuela à l'OIT. Les 1<sup>er</sup> et 2 août 2003, 1300 délégués représentant 120 syndicats de l'ensemble des États régionaux célèbrent le congrès de fondation de l'UNT. Ils adoptent un programme qui réclame la nationalisation des banques, la réouverture des entreprises fermées sous contrôle ouvrier, le refus du paiement de la dette extérieure, la semaine de 36 heures, l'indexation automatique des salaires, l'application effective de la loi de 2002 sur la sécurité sociale. La déclaration de principes définit l'UNT comme un « mouvement uni, autonome, démocratique, internationaliste, de classe, pour l'égalité entre homme et femme et indépendant » se fixant pour objectif de « transformer la société capitaliste en une société autogérée » et « pour un modèle anti-capitaliste de développement qui émancipera tous les êtres humains de l'exploitation de classe, de l'oppression, de la discrimination et de l'exclusion »<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> UNT, *Déclaration de principes*, 2 août 2003.



Une direction nouvelle se met en place sur des rapports de forces supposés entre les diverses tendances : 21 coordinateurs nationaux sont désignés. 10 d'entre eux sont issus de la fraction de Franklin Rondón, dirigeant de la fédération des travailleurs du secteur public et héritier de la tradition chrétienne du syndicalisme, 10 autres sont issus de la FBT, groupe alors très hétérogène regroupant des personnes très liés au gouvernement comme José Ramón Rivero ou Marcela Maspero et des leaders ouvriers plus radicaux comme Orlando Chirino et un dernier, Stalin Pérez Borges, représente les groupes d'extrême gauche comme *La Jornada* ou *El Topo Obrero*. Cette direction se veut « horizontale », aucun des coordinateurs nationaux n'a une charge spécifique. Elle propose des statuts, rejetés par les congressistes. Depuis, aucune élection d'une direction légitime, élue par les syndiqués, n'a pu être organisée. Le processus est bloqué par divers courants.

Ces divergences s'expriment rapidement sur l'organisation d'événements concrets tels que la traditionnelle manifestation du 1<sup>er</sup> mai. Stalin Pérez Borges nous raconte les divergences d'organisation du 1<sup>er</sup> mai 2003 :

« Comment faire la célébration du 1<sup>er</sup> mai ? La fraction de Franklin Rondón voulait y faire la fête, une tombola, un bal. Nous voulions appeler à la mobilisation, à la rue, pour signifier un triomphe à l'échec des putschistes. Ensuite, il a fallu faire des élections, Franklin Rondón a saboté, parce qu'il se sentait en échec alors que nous (Marcela Maspero, Orlando Chirino, moi-même...) étions en position de force. »<sup>17</sup>

### Une UNT hétérogène

L'UNT est aujourd'hui divisée en cinq courants dont trois ont complètement intégré le PSUV<sup>18</sup>, le parti d'Hugo Chávez. La FBT rebaptisée FBST<sup>19</sup> a été déportée sur la frange droite du syndicat. Elle concentre le pouvoir par les liens étroits qu'elle tisse avec le ministère du Travail. Elle a exclu à sa gauche Marcela

---

<sup>17</sup> Entretien avec Stalin Pérez Borges, coordinateur national de l'UNT, dirigeant de la C-CURA, membre du PSUV, le 19 juin 2007.

<sup>18</sup> Partido Socialista Unido de Venezuela, Parti Socialiste Uni du Venezuela, parti créé en 2007 pour soutenir le gouvernement Chávez et ayant l'ambition de rassembler tous les partisans d'Hugo Chávez.

<sup>19</sup> Fuerza Bolivariana Socialista de Trabajadores, Force Bolivarienne Socialiste des Travailleurs.

Maspero et Orlando Chirino et intégré à sa droite la tendance social-chrétienne de Franklin Rondón. Ils agissent de concert avec le gouvernement dont ils sont les porte-parole implicites. Stalin Pérez Borges fulmine : « Ils veulent un mouvement syndical comme à Cuba. Lié à l'État. »<sup>20</sup> De fait, le courant officiel se retrouve le plus isolé mais aussi le plus puissant au sein de l'UNT. En avril 2008, il a essayé de créer une nouvelle fédération syndicale. En vain. Hugo Chávez a personnellement désavoué cette tentative en retirant toute charge gouvernementale au ministre du Travail, un des principaux promoteurs de l'opération, José Ramón Rivero.

La C-CURA<sup>21</sup> mène une opposition frontale à la politique de la FBST. Né le 18 février 2006, ce courant rassemble les militants pour qui le soutien au processus chaviste n'est qu'une stratégie ponctuelle dans le cadre de la lutte de classes. Cette attitude, si elle suscite la méfiance du gouvernement, jouit d'une relative popularité à la base. La C-CURA aide les travailleurs à reprendre sous leur propre contrôle les entreprises abandonnées par le patronat putschiste comme aux Sanitarios Maracay. Il promeut l'auto-organisation des luttes par les travailleurs eux-mêmes. Ce courant est toutefois lui aussi hétérogène : une partie est entrée dans le PSUV en 2007, Marea Socialista de Stalin Pérez Borges et une autre mène une politique très critique, le Movimiento de Solidaridad Laboral d'Orlando Chirino.

Entre ces deux tendances, plusieurs courants s'associent tantôt à la C-CURA pour revendiquer parfois des élections transparentes et un minimum d'autonomie syndicale tantôt avec la FBST pour imposer une consigne de vote aux élections en faveur du camp bolivarien de la part de la centrale syndicale. Parmi ces mouvements, on trouve le CTR<sup>22</sup> de Marcela Maspero, députée MVR puis PSUV ; Autonomía Sindical de Luis Primo, historiquement lié à LCR, puis à sa fraction chaviste, le PPT<sup>23</sup> et la tendance traditionnelle du PCV, ancienne CUTV devenu CCUT-Cruz Villegas<sup>24</sup>.

<sup>20</sup> Entretien avec Stalin Pérez Borges, coordinateur national de l'UNT, dirigeant de la C-CURA, membre du PSUV, le 19 juin 2007.

<sup>21</sup> Corriente Clasista Unitaria Revolucionaria y Autónoma, Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire et Autonome.

<sup>22</sup> Colectivo de los Trabajadores Revolucionarios, Collectif des Travailleurs Révolutionnaires.

<sup>23</sup> Patria Para Todos, Patrie Pour Tous, parti issu de LCR en 1997.

<sup>24</sup> Corriente Clasista Unitaria de Trabajadores, Courant Classiste Unitaire de Travailleurs.

## La lutte pour l'autonomie

La conséquence directe de cette hétérogénéité est la montée d'une revendication d'autonomie face à la mainmise de plus en plus précise du gouvernement par l'intermédiaire de la FBST. Hugo Chávez défend d'ailleurs l'inféodation du syndicat au politique par le biais d'une rhétorique révolutionnaire socialiste. Il cite ainsi Rosa Luxembourg dans *Grève de masses, parti et syndicat*:

« Qu'il se produise en Allemagne, à telle ou telle occasion, à tel ou tel moment, de grandes luttes politiques, des grèves de masse, elles inaugureront simultanément une période de violentes luttes syndicales, sans que l'histoire demande aux dirigeants syndicaux leur approbation ou leur désapprobation. Si les dirigeants syndicaux devaient rester en marge du mouvement, ou même s'y opposer, leur attitude n'aurait qu'une seule conséquence, ils seraient laissés de côté par la vague des événements, et les luttes économiques ou politiques de la masse se poursuivraient sans eux; il en serait de même, dans un cas analogue, des dirigeants du parti. En effet, la distinction entre la lutte politique et la lutte économique, l'autonomie de ces deux formes de combat ne sont qu'un produit artificiel, quoique historiquement explicable, de la période parlementaire. »<sup>25</sup>

Le procédé est habile: la plupart des dirigeants de la C-CURA sont des militants politiques communistes révolutionnaires, il leur est difficile de désavouer l'égérie de la révolution spartakiste. Cette tutelle correspond à deux tâches antagoniques auxquelles le gouvernement doit faire face: d'une part, disposer d'appuis pour résister aux prétentions de l'opposition interne et externe; d'autre part, discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une direction politiquement liée à lui. Ce n'est d'ailleurs pas Hugo Chávez lui-même qui se charge des manœuvres. Le Président se contente, dans ce domaine, de quelques invectives orales contre l'autonomie syndicale. Le ministère du Travail est plus directement impliqué en favorisant la FBST dans la plupart des accords syndicaux. Cette politique syndicale a des conséquences directes sur les revendications salariales. Ainsi, en mai 2007, avec une inflation très légèrement inférieure à 20%, lorsque la C-CURA appelle à un doublement du salaire

---

<sup>25</sup> Rosa Luxembourg, *Grève de masses, parti et syndicat*, [http://www.marxists.org/francais/luxembur/gr\\_p\\_s/greve.htm](http://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve.htm), 1906, p. 24.

minimum pour une véritable revalorisation des bas salaires, la FBST demande 17% soit moins que l'inflation et moins que ce qu'accorde finalement le président (20%). Anna Diaz, journaliste à *El Nacional*, nous explique la signature des conventions collectives dans la fonction publique :

« Ça se voit concrètement qu'il privilégie un courant contre un autre. Par exemple, dans le projet de contrats collectifs du secteur public, il a été introduit par un groupe de syndicats de base lié à la FBST, la FBST a mis en place un contrat collectif unique Mais, Orlando Chirino de la C-CURA et Marcela Maspero ont présenté leur projet. Il ne va pas être accepté. Le gouvernement accepte uniquement celui de la FBST. »<sup>26</sup>

L'absence de direction syndicale légitime élue permet la désignation arbitraire des interlocuteurs syndicaux par le gouvernement. Depuis plus de six ans, les mêmes 21 coordinateurs nationaux provisoires restent en fonction sans avoir été élus faute d'accord trouvé. Un blocage apparaît tantôt avec la FBST, tantôt avec le CTR et aucune élection n'est programmée. Le 26 juillet 2007, tous les courants à l'exception de la FBST se sont mis d'accord pour organiser des élections transparentes avant la fin de l'année. Elles ne sont toujours pas à l'ordre du jour. Tant qu'il n'y a pas d'élections transparentes, il n'y a pas de direction légitime à la tête de l'UNT. Tant qu'il n'y a pas de direction légitime, le ministère peut choisir arbitrairement ses interlocuteurs syndicaux.

L'actualité de ces derniers mois illustre la permanence des tensions au sein de la sphère syndicale. Le 27 décembre 2007, Orlando Chirino, travaillant à PDVSA, a été licencié, probablement à cause de son refus d'entrer dans le PSUV et d'approuver la réforme constitutionnelle de décembre 2007. Si le gouvernement est responsable de cet acte, il a condamné explicitement ceux qui suivent. Le 27 novembre 2008, trois syndicalistes de la région industrielle d'Aragua, bastion de la C-CURA, Luís Hernández, Carlos Requena et le coordinateur national, Richard Gallardo, ont été assassinés. Le secrétaire à l'organisation du syndicat de Toyota à Cumaná, Argenis Vásquez, a connu le même sort, le 5 mai dernier. Ces assassinats n'ont toujours pas été élucidés. Le patronat est probablement à l'origine de ces crimes. Deux travailleurs de Mitsubishi Barcelona sont décédés dans le cadre d'affrontement avec la police de l'État régional dirigé par un

<sup>26</sup> Entretien avec Anna Diaz, journaliste chargée de la partie sociale du journal *El Nacional*, le 16 août 2007.

membre du PSUV le 29 janvier dernier. L'assassinat de militants ouvriers, dans un pays où, contrairement à la Colombie, cela reste un acte exceptionnel révèle des indices inquiétants sur l'état du rapport de forces social et de la pérennité du processus politique en cours.

Le rôle du gouvernement au sein de la principale centrale syndicale du pays est ambigu. Les travailleurs et les forces gouvernementales ont favorisé la création de l'UNT pour des raisons différentes : les uns pour construire un outil de leur propre émancipation, les autres pour disposer d'un relais politique. L'appui indéfectible des travailleurs à Chávez a été déterminant dans l'échec des différentes tentatives insurrectionnelles de l'opposition. Ce fut particulièrement le cas durant la grève patronale où les travailleurs ont eu une influence déterminante en redémarrant les entreprises, en réorganisant l'économie et en soutenant sans faiblir le gouvernement. L'augmentation de l'abstention dans les quartiers populaires lors des dernières élections et les récents soubresauts syndicaux peuvent être annonciateurs d'une possible désaffection des classes populaires envers le gouvernement d'Hugo Chávez. Les contradictions qui semblent surgir entre l'élite et la base du processus bolivarien représentent un enjeu majeur du Venezuela contemporain. Les autorités politiques semblent craindre un mouvement ouvrier indépendant ayant des revendications propres. L'UNT demeure le lieu de la lutte entre les différentes tendances du mouvement chaviste, très hétérogène. D'un côté, des militants révolutionnaires souhaitent parvenir à la construction d'une société nouvelle. À l'opposé, une « bolibourgeoisie »<sup>27</sup> se forme. Au-delà de l'enjeu de l'autonomie syndicale, la transformation des structures de l'économie vénézuélienne et la place des travailleurs dans le processus bolivarien restent des questions majeures du Venezuela contemporain.

---

<sup>27</sup> La « bolibourgeoisie » ou « bourgeoisie bolivarienne » est le nom donné à la nouvelle élite qui se forme grâce aux contrats conclus avec les dirigeants boliviens et, par extension, à l'ensemble des acteurs récemment enrichis profitant financièrement du processus autant qu'ils l'appuient.

## Bibliographie

- Chirino, Orlando, «Declaraciones del presidente Chávez alejan posibilidad de que sectores sindicales clasistas y revolucionarios vayan al PSUV», <http://www.aporrea.org/ideologia/n93050.html>, 10 avril 2007
- Ellner, Steve, «Tendencias recientes en el movimiento laboral venezolano: autonomía versus control político», *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2003, vol. 9, n° 3, pp. 157-178.
- Ferrero, Mary, *Chávez y el movimiento sindical en Venezuela*, Caracas, Ed. Alfadil, Colección Hogueras : Venezuela Profunda, 2002, 154 p.
- Gott, Richard, *Hugo Chávez y la revolución bolivariana*, Madrid, Ed. Foca, 2006, 362 p.
- Harnecker, Marta, *Venezuela: una revolución sui generis*, Madrid, Ed. El Viejo Topo, 2004, 66 p.
- Iranzo, Consuelo et Patruyo, Thanalí, «Venezuela: le syndicalisme face à la mondialisation», *Problèmes d'Amérique latine*, 2001, n° 42, pp. 21-53.
- Lemoine Maurice, *Chávez présidente!*, 2005, Paris, Flammarion, 862 p.
- López Maya, Margarita, *Del Viernes Negro al Referendo Revocatorio*, Caracas, Ed. Alfadil, Colección Hogueras : Venezuela Profunda, 2005, 383 p.
- Luxembourg, Rosa, *Grève de masses, parti et syndicat*, [http://www.marxists.org/francais/luxembur/gr\\_p\\_s/greve.html](http://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve.html), 1906
- Saint-Upéry, Marc, *Le rêve de Bolívar*, Paris, Éd. La Découverte, 2007, 378 p.
- UNT, *Déclaration de principes*, 2 août 2003
- UNT-Aragua, «“Carmonazo sindical” contra los trabajadores que mantenían control obrero de Sanitarios Maracay», <http://www.aporrea.org/poderpopular/n99473.html>, 13 août 2007